

H-Net Reviews

in the Humanities & Social Sciences

Guy Saupin. *Nantes au XVIIe siècle : vie politique et sociale urbaine*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 1996. 523 pp. ISBN 978-2-86847-196-3.

Reviewed by Natacha Coquery (Université de Tours)
Published on H-Urban (June, 1997)

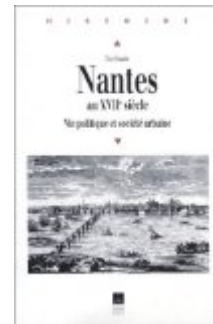
L'histoire politique de la France moderne se porte bien. Loin d'être un genre démodé, elle connaît un renouveau vivifié par les approches sociales et culturelles. En témoignent les colloques déjà anciens du C.N.R.S. sur Prosopographie et genèse de l'état moderne, 1984,[1] les divers articles de Robert Descimon sur l'échevinage parisien aux XVIe et XVIIe siècles[2] et l'ouvrage de Philippe Guignet.[3] Notons aussi le tout récent colloque de Limoges sur "Les officiers moyens" à l'époque moderne, tenu en avril 1997 et, à venir, le colloque de Tours sur "Construction, reproduction et représentations des patriciens urbains de l'antiquité au XXe siècle", qui aura lieu en septembre 1998. La genèse de l'état moderne et l'étude des oligarchies locales continuent ainsi de susciter les recherches, et la thèse de Guy Saupin en est un bel exemple.

L'auteur s'est donc attelé à l'étude approfondie de la vie politique d'une grande ville de province (Nantes compte 42,000 habitants en 1700). Il a choisi le cadre d'un long XVIIe siècle, de la fin de la Ligue (1598) à la première installation du subdélégué en poste comme maire de Nantes (1720), qui marque la prise en main définitive de la municipalité par le pouvoir monarchique. Comment s'exerce le pouvoir municipal? Quels sont ses liens avec le pouvoir monarchique? Sur quelles bases sociales s'appuie-t-il? Comment se reproduit le groupe dirigeant? Voilà quelques-unes des questions auxquelles il faut répondre pour comprendre l'évolution de la vie politique urbaine et, plus largement, l'évolution de l'état moderne sous l'Ancien Régime. D'emblée, l'auteur s'insurge contre l'idée répandue sur la sclérose de la vie municipale et le déperissement des administrations locales.[4] Le style clair et concis rend la lecture de cet ouvrage exhaustif aisée, qualité d'autant plus appréciée que l'histoire institutionnelle peut revêtir un aspect rebarbatif. Sources manuscrites et bibliographie (477 titres) sont par-

faitement présentées.

Le livre se divise en treize chapitres. Un seul regret : les transitions ne sont pas toujours explicites de l'un à l'autre ; des séparations moins nombreuses auraient sans doute mieux mis en valeur la problématique d'ensemble. Les cinq premiers chapitres relèvent plus spécifiquement de l'histoire institutionnelle et présentent le corps de ville, les relations entre la municipalité et l'administration royale, les élections et les assemblées, et enfin la milice bourgeoise. Les quatre suivants sont consacrés à l'étude socio-économique des notables nantais : les origines sociales et géographiques, l'environnement familial, la composition des fortunes, l'évolution sociale de l'échevinage. Enfin, dans les quatre derniers chapitres, l'auteur analyse les relations entre vie politique et société urbaine : l'examen des carrières, de l'anoblissement municipal, de la cooptation oligarchique et du renouvellement des familles permet de comprendre comment se construit et s'affirme la notabilité.

Créée en 1564, la municipalité nantaise, tout comme la jurade bordelaise, le capitoulat toulousain ou l'échevinage parisien, fait partie du modèle à exécutif restreint, à l'opposé des bureaux angevin, lillois ou rouennais, plus étendus. Le corps de ville, composé du bureau servant (le maire, six échevins, le procureur-syndic et le greffier) et de l'ancien bureau (maires, échevins et syndics sortis de charge), incarne la communauté des habitants. Avec 80 ou 90 réunions annuelles, le bureau servant en est bien le véritable organe directeur. Son autorité s'exerce dans quatre domaines essentiels. Sa principale priorité reste de faciliter l'approvisionnement du marché pour éviter toute révolte frumentaire, notamment lors des crises (1631, 1650, 1662, 1699, 1709) ; d'où un interventionnisme permanent (respect des prix négociés avec



les delegues des corporations, surveillance des marches et boutiques) qui n'empêche pas les fraudes. La politique d'assistance medicale represente une lourde charge, surtout dans la premiere moitie du siecle ou sevrissent les attaques de peste. En l'absence de grande operation d'urbanisme (le premier grand urbaniste nantais est Gerard Mellier, maire de 1720 a 1729), l'essentiel des efforts en matiere de travaux publics concerne le pavage des rues, chemins et places et, surtout, la refection reguliere des ponts endommages par la Loire. Enfin, face aux pressions du pouvoir central, le bureau s'attache a defendre ses privileges, notamment financiers et commerciaux, sans y reussir vraiment; en 1598, la ville perd le controle electoral en 1667, l'anoblissement echevinal, etc. Les grandes fetes civiles et religieuses, toujours marquees par des querelles de preesance, sont l'occasion d'affirmer sa dignite face aux autres pouvoirs, tel le presidial. Mais la encore le rituel se transforme en celebration de la gloire du roi, releguant les responsables politiques au rang de spectateurs passifs.

Le triomphe de la monarchie absolutiste se traduit en effet par l'emprise croissante de l'administration royale sur le pouvoir municipal. Avec le consulat, la prevote, la chambre des comptes ou la cour de Nantes (senechaussee et presidial), les conflits sont exceptionnels au XVIIe siecle. Les liens avec le parlement de Bretagne, finalement etabli a Rennes (1561), sont plus complexes. Ce tribunal d'appel, gardien de la legislation royale, a autorite pour surveiller la constitutionnalite des arretes municipaux mais sert en meme temps de recours au bureau lorsque les prerogatives de celui-ci sont menacees par d'autres institutions ou de simples citoyens. De plus, siegeant a Rennes, son controle a Nantes n'est jamais pesant. Cette double vocation de surveillance du pouvoir local et de defense des libertes traditionnelles caracterise aussi la fonction de gouverneur. Representant du roi, le gouverneur de Bretagne, membre de la haute noblesse, est le tuteur politique de la communaute : le marechal de La Meilleraye, cousin du cardinal de Richelieu, remplit ce role de 1632 a 1664. Il est l'intermediaire oblige entre la municipalite et le pouvoir central, ce qui lui donne une influence considerable dans la designation des elus locaux (le roi choisit sur une liste de trois candidats preselectionnes par le corps de ville) et dans la negociation des affaires delicates. Il a autorite sur l'ensemble de la police municipale et regle donc la circulation des grains. Ceci etant, l'absenteisme et la surveillance a distance, meme si le gouverneur est represente sur place par le lieutenant ou le commandant, renforce l'autonomie du bureau de ville. La tutelle se limite souvent a cautionner une orien-

tation decidee par la municipalite.

Aussi, la vie politique locale est loin d'etre sclerosee. L'assemblee electorale, par exemple, est ouverte a tous les chefs de famille etablis dans la ville, soit environ 9 000 sous Louis XIV; une minorite de 5 a 6% se deplace a l'Hotel de Ville, dont sans doute un tiers d'artisans et de boutiquiers. L'importance numerique du corps electoral et sa composition sociologique diversifiee, meme si les traditionnelles assemblees ouvertes aux habitants disparaissent au profit de consultations plus etroites, font de Nantes un cas particulier dans la France d'Ancien Regime ou la vie politique locale est souvent beaucoup plus morne. La milice bourgeoise, dont les officiers sont elus par les chefs de famille, contribue aussi a assurer la cohesion globale de la communaute. Le retour regulier de la peur d'une agression militaire (guerre des princes avant 1630, puis conflits maritimes contre Hollandais et anglais) entretient l'illusion de la defense commune et le patriotisme de la cite. En temoigne l'attachement sentimental aux vieilles murailles et aux "douze apotres," les canons de la ville.

Avec la creation de l'intendance de Bretagne en 1689, la province entre vraiment dans le schema de centralisation administrative. L'intendant a toute juridiction sur les affaires municipales, ce qui reduit d'autant le role du parlement et celui du gouverneur. Le reseau des subdelegues se met en place au debut du XVIIIe siecle : Gerard Mellier est recrute par l'intendant en 1710 et conserve cette fonction une fois maire. Sa nomination en 1720 clot definitivement le XVIIe siecle municipal qui avait ete marque, malgre le declin du au regne de Louis XIV, par une relative autonomie d'action du corps de ville.

Comme a Lyon ou dans les villes du Nord de la France, la cooptation garantit la perpetuation de l'oligarchie que se disputent gens de justice et grands marchands. Les ensembles familiaux sont homogenes, tous marques par l'aisance financiere : la bourgeoisie rentiere et la noblesse de robe, les plus riches, s'approprient la charge de maire, le milieu commercant, moins bien loti en moyenne, l'echevinage, la judicature seconde, la fonction de syndic; les professions "mecaniques" sont rejetees. Toutes les composantes de l'elite sociale urbaine se retrouvent donc, chacune a sa place, dans l'administration municipale. L'examen des suffrages nantais revele la promotion des officiers de justice des cours superieures (senechal de Nantes, president du presidial et leurs lieutenants, presidents de la chambre des comptes apparaissent predestines a la direction de la ville) et la faible notoriete des marchands, etonnante dans cette cite nego-

ciante, mais qu'il faut lier à la mauvaise image de marque d'une élite marchande autrefois trop liée à la Ligue. Le divorce entre la bourgeoisie commerciale et le corps politique est quasi total dans les deux premiers tiers du siècle. En revanche, suite au retrait de la chambre des comptes et du présidial, les années 1669-1720 marquent la conquête de l'échevinage par les marchands. Celle-ci traduit cette fois la synergie entre la politique économique d'expansion du pouvoir central et la prise de risques commerciaux de certains marchands entrepreneurs. Le chapitre dans lequel G. Saupin explique cette évolution sociale de l'échevinage, mêlant facteurs économiques et politiques, est un passage fort intéressant.

La vie politique ne peut se comprendre sans l'étude des constellations familiales, à l'origine de tout un réseau de protections et de recommandations. L'analyse sociale repose ici sur l'examen minutieux des familles des cinquantes maires qui ont dirigé la ville pendant la période (cinq n'en sont pas originaires), de cent échevins et des 19 procureurs-syndics. L'intégration aisée des quelques nouveaux-venus, pourvu qu'ils s'enrichissent, et la rotation des notables prouvent l'absence de luttes de clans. On ne peut parler pour Nantes de "caste municipale" : si le fait familial domine la distribution du pouvoir local à Nantes (sur 571 notables, 267 (46,8%) sont seuls à illustrer une famille), 10% des édiles seulement font vraiment figure de dynasties (11 familles, au premier rang desquelles les Charette et les Poullain). La recomposition permanente de la classe dirigeante nantaise est donc nettement plus intense que dans les villes du nord étudiées par Ph. Guignet.

Comme l'écrit G. Saupin à la fin de sa solide étude, "faire l'histoire de la vie politique urbaine française au XVIII^e siècle revient à montrer comment se concrétise à la base le passage d'une monarchie tempérée, fondant son autorité dans l'échange de pouvoirs et de privilèges

contre le loyalisme générateur d'ordre, à un absolutisme ou le contrôle centralisateur est justifié par l'affirmation de l'indivisibilité de la souveraineté toute incluse dans la personne du roi." Le cas nantais invite à une interprétation nuancée de l'absolutisme : la cité jouant la carte du loyalisme, la monarchie ne touche pas à ses institutions et respecte la reproduction cooptative de sa classe dirigeante. Un compromis est passé entre les élites et la royauté dans une perspective de stabilité basée sur un partage du contrôle social. Contrairement à ce qu'affirmait Tocqueville, "le champ d'action municipal est un des principaux lieux de conservation de la participation des élites sociales à l'administration du royaume de France."

Notes :

[1]. *Culture et idéologie dans la genèse de l'Etat moderne*, Ecole française de Rome, Rome, 1985), *La ville, la bourgeoisie et la genèse de l'état moderne*, Editions du CNRS, 1988 et *L'état moderne : genèse. Bilans et perspectives*, Editions du CNRS, 1990.

[2]. Le dernier en date "Le corps de ville et les élections échevinales à Paris aux 16^e et 17^e siècles. Codification coutumière et pratiques sociales." *Histoire, économie et société*, juin 1994, pp. 507-530.

[3]. *Le pouvoir dans la ville au XVIII^e siècle. Pratiques politiques, notabilité et éthique sociale de part et d'autre de la frontière franco-belge*, Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1990.

[4]. cf. Maurice Garden, *Lyon et les Lyonnais au XVIII^e siècle*, 1970 ou Roland Mousnier, *Les institutions de la France sous la monarchie absolue*, 1974.

Copyright (c) 1997 by H-Net, all rights reserved. This work may be copied for non-profit educational use if proper credit is given to the author and the list. For other permission, please contact H-Net@h-net.msu.edu.

If there is additional discussion of this review, you may access it through the network, at :

<https://networks.h-net.org/h-urban>

Citation : Natacha Coquery. Review of Saupin, Guy, *Nantes au XVIII^e siècle : vie politique et sociétale urbaine*. H-Urban, H-Net Reviews. June, 1997.

URL : <http://www.h-net.org/reviews/showrev.php?id=1021>

Copyright © 1997 by H-Net, all rights reserved. H-Net permits the redistribution and reprinting of this work for nonprofit, educational purposes, with full and accurate attribution to the author, web location, date of publication,

originating list, and H-Net : Humanities & Social Sciences Online. For any other proposed use, contact the Reviews editorial staff at hbooks@mail.h-net.msu.edu.